Hélène CHARRON, *Les formes de l'illégitimité intellectuelle. Les femmes dans les sciences sociales françaises 1890-1940*, préface de Rose-Marie LAGRAVE
Paris, CNRS Éditions, 2014, 458 p.

Rebecca Rogers

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/12701>

DOI : 10.4000/clio.12701

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2015

Pagination : 311-311

ISBN : 9782701194325

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Rebecca Rogers, « Hélène CHARRON, *Les formes de l'illégitimité intellectuelle. Les femmes dans les sciences sociales françaises 1890-1940*, préface de Rose-Marie LAGRAVE », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 42 | 2015, mis en ligne le 14 janvier 2016, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/clio/12701> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.12701>

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

Tous droits réservés

Hélène CHARRON, *Les formes de l'illégitimité intellectuelle. Les femmes dans les sciences sociales françaises 1890-1940*, préface de Rose-Marie LAGRAVE

Paris, CNRS Éditions, 2014, 458 p.

Rebecca Rogers

RÉFÉRENCE

Hélène Charron, *Les formes de l'illégitimité intellectuelle. Les femmes dans les sciences sociales françaises 1890-1940*, préface de Rose-Marie Lagrave, Paris, CNRS Éditions, 2014, 458 p.

- 1 Les femmes ont toujours fait des sciences sociales, écrit Rose-Marie Lagrave dans sa préface à ce livre important. L'enquête approfondie d'Hélène Charron le montre clairement en analysant les raisons de leur faible reconnaissance dans l'histoire des sciences sociales françaises. Maniant les outils et les concepts de la sociologie bourdieusienne, l'auteure montre à quel point la catégorie d'analyse du genre apporte un autre éclairage sur la sociohistoire des champs de connaissance qui se professionnalisent et s'autonomisent entre les années 1890 et 1940. En posant la question de savoir dans quelle mesure les femmes ont eu accès à ces nouvelles connaissances et aux nouvelles formations, la jeune chercheuse s'intéresse surtout aux barrières qui les ont empêchées d'accéder à la reconnaissance universitaire et scientifique. Cette interrogation sur les « formes de l'illégitimité intellectuelle » devrait intéresser l'ensemble des historien.ne.s des femmes et du genre tant la démarche de la sociologue et ses résultats éclairent des positionnements similaires pour les historiennes. Si l'on peut regretter que l'histoire (et les travaux portant sur les

historiennes) ne fassent pas l'objet de l'enquête d'Hélène Charron, on y apprend beaucoup sur la manière dont la division sexuée du travail se déplace au sein des nouveaux champs de savoir tant en sociologie qu'en anthropologie, après l'arrivée des femmes à l'université et dans des professions auparavant masculines.

- 2 À la croisée de l'histoire et de la sociologie, le livre d'Hélène Charron suit un sillon creusé par d'autres, en particulier par Juliette Rennes¹. Comme chez cette dernière, il est beaucoup question de champs discursifs et de la confrontation de « pratiques discursives mettant en scène les intellectuelles comme objet et sujet du discours sociologique » (p. 35). Le corpus analysé est celui des périodiques et porte une attention particulière aux comptes rendus d'ouvrages et d'articles de femmes et aux discussions publiques autour de séances d'études. Sont passés au crible de l'analyse de genre les périodiques suivants : *L'Année sociologique*, la *Revue internationale de sociologie*, les *Annales sociologiques*, les *Bulletins et mémoires de la Société d'anthropologie de Paris*, *L'Anthropologie*, *La Réforme sociale*, *La Science sociale*, *Les Ouvriers des deux mondes* et les différents organes du Musée social. En s'intéressant aux positions sociales occupées par les locuteurs, H. Charron dépasse l'analyse interne des discours pour aborder un ensemble foisonnant de biographies collectives et individuelles. On croise ainsi leplaysiens et durkheimiens ; féministes chrétiennes et radicales et antiféministes notoires ; pionnières du travail social et de l'enseignement ménager et spécialistes de l'orientation professionnelle ; médecins anthropologues et évolutionnistes adeptes du matriarcat etc. À côté de figures d'intellectuelles féminines déjà bien étudiées, comme la philosophe et anthropologue Clémence Royer ou la doctoresse Madeleine Pelletier, qualifiée de « première théoricienne des rapports sociaux de sexe au xx^e siècle », Hélène Charron étudie une multitude de figures moins connues qui ont écrit et suscité des débats au cours de la période étudiée. Entre autres, sont présentées la spécialiste de l'enseignement ménager Augusta Moll Weiss, la militante féministe Marguerite Souley-Darqué, la sociologue Lydie Martial, la suffragiste Eliska Vincent et la professeure Marie Dugard. L'approche biographique est particulièrement bienvenue dans la lecture de ce livre dont l'écriture pèche parfois par un excès de théorisation sociologique (que l'on comprend toutefois vu l'objet du livre et son support de publication : CNRS Éditions).
- 3 Le livre est divisé en trois grandes parties thématiques et chronologiques. La première – *Les « figures féminines légitimes » : héritage de l'éducation catholique traditionnelle (1890-1914)* – montre comment les valeurs de l'enseignement privé féminin et le milieu des sociologues leplaysiens de la Société d'économie sociale (SES) ont pu encourager l'arrivée des femmes au sein des courants des sciences sociales les plus empiriques. Ces « figures féminines légitimes » publient des articles et des monographies dans les périodiques de la SES (*La Réforme sociale* et *Les Ouvriers des deux mondes*) ou la Société de Sociologie de Paris (*Revue internationale de sociologie*) ; elles participent à des missions d'étude portant sur le travail des femmes. De manière générale elles rendent visible le travail social féminin, sans toutefois susciter leur reconnaissance intellectuelle. En effet, en centrant leur activisme dans la lignée de ce qu'Émile Cheysson va caractériser dans son article de 1907 comme « Le rôle social de la femme », ces auteures faiblement diplômées s'investissent dans de nouveaux champs d'expertise, comme l'éducation, le travail féminin ou l'assistance, où elles œuvrent pour l'extension d'une éducation sociale et supérieure des femmes. Certaines d'entre elles acquièrent une réputation dans le milieu leplaysien, comme la femme de lettres Lucie Félix-Faure pour son activisme au sein de la Ligue de l'éducation familiale, Mère Marie du Sacré- Cœur pour

son projet de réforme de l'éducation catholique, ou les militantes de l'enseignement ménager et domestique, mais c'est en travaillant dans des secteurs jugés légitimes pour les femmes. Sans soulever l'opprobre des antiféministes de la période, les travaux de ces femmes sont également peu discutés dans les périodiques et les congrès, car leur légitimité repose surtout sur leurs compétences pratiques. Ainsi, « l'orthodoxie » de leur positionnement social leur donne une voix et la possibilité de participer aux marges des sciences sociales empiriques d'avant-guerre. Dans l'après-guerre cependant, les femmes disparaissent de ces groupes en sciences sociales, en même temps que la théorisation l'emporte comme valeur dominante.

- 4 La deuxième partie, *Les figures féminines de la transgression*, traite de personnes mieux connues des historien.ne.s des femmes, car il s'agit de féministes qui se revendiquent comme telles. Quoiqu'elles soient moins intégrées dans les réseaux des sciences sociales, leurs prises de parole dans ce champ se font selon trois modalités différentes : comme autodidactes en anthropologie et ethnologie, comme militantes s'opposant aux théories dominantes du champ, ou comme enquêtrices sollicitées par le Musée social, l'Office du travail et la Société de Sociologie de Paris. Fidèle à la démarche annoncée dans l'introduction, Hélène Charron analyse d'abord le point de vue théorique masculin sur les inégalités entre les sexes (chap. 5) avant de considérer la critique formulée par les féministes. Celles-ci interviennent dans des registres différents mais font « groupe » par leur appropriation des théories ou des méthodes scientifiques de leur temps. Si aucune femme « de la transgression » ne participe au processus de spécialisation disciplinaire, elles se font néanmoins entendre dans les périodiques analysés, preuve d'une forme de « banalisation du féminisme et de sa représentation dans les congrès savants [qui] est le signe de changements indéniables dans la configuration des régimes de genre » (p. 270). Ces changements sont peut-être le plus visibles dans la reconnaissance accordée aux études portant sur le travail des femmes analysées dans le chapitre 8. Des pages fascinantes décrivent les études des types professionnels à la Société de Sociologie de Paris (entre autres par Jane Misme, directrice de *La Française*), ainsi que les premières analyses statistiques réalisées par des femmes non-diplômées pour le Musée social et l'Office du Travail (Claire Gérard, M^{lle} Tougard de Boismilon, Caroline Milhaud). Sans gagner de reconnaissance intellectuelle pour la qualité scientifique de leur travail, elles participent néanmoins à la reconfiguration des objets de recherche et proposent une interprétation des données empiriques en rupture avec les enquêtrices œuvrant dans le giron du catholicisme social. Pour H. Charron, la marginalité de leur positionnement institutionnel contribue à leur disparition après la guerre, au moment où arrivent sur la scène intellectuelle les premières femmes hautement diplômées.
- 5 La troisième partie – *Banalisation de l'étudiante et professionnalisation du travail intellectuel féminin (1914-1940)* – s'intéresse aux effets des formations et des diplômes du supérieur chez les femmes qui s'intéressent aux sciences sociales. Si le nombre de celles qui sont diplômées augmente considérablement dans la période de l'entre-deux-guerres, Hélène Charron montre qu'elles s'orientent dans leur majorité vers de nouvelles professions féminines construites comme des disciplines pratiques. C'est, par exemple, le cas de l'orientation professionnelle ou du travail social où les femmes sont reconnues pour leurs compétences naturalisées. L'analyse de la réception des thèses féminines montre de manière éclairante ce que l'auteure caractérise comme le « stigmate de la féminité ». Distinguées pour leur minutie et leur précision, les docteuses ne sont pas théoriciennes et leurs carrières s'en ressentent pour celles, minoritaires, qui poursuivent leurs

recherches après la thèse. Certes, il existe des espaces où les femmes sont admises, mais c'est surtout comme enquêtrices au sein d'équipes où leur visibilité est faible. C'est le cas des anthropologues Denise Paulme ou Germaine Tillion qui gravitent autour du Musée d'ethnographie du Trocadéro, mais qui finissent quand même directrices d'études à l'École Pratique des Hautes Études (et au Panthéon pour Tillion en 2015 !) C'est le cas aussi des sociologues soutenues par Célestin Bouglé au Centre de documentation sociale. Et H. Charron de conclure sur la manière dont le genre « naturalise, oppose et hiérarchise les identités et les compétences des femmes et des hommes » en dépit du principe de non-discrimination censé régir l'accès au champ académique (p. 425).

- 6 Si le cadre théorique sociologique qui structure l'analyse paraît parfois réducteur lorsqu'il s'agit d'opposer des discours selon leur proximité avec des valeurs morales ou théoriques, politiques ou subversives (qui peuvent varier en fonction du contexte de locution²), l'ensemble des positionnements étudiés éclaire d'une manière inédite la place des femmes dans les débats intellectuels de la période. Le très grand mérite de ce livre est ainsi de montrer la manière dont les sciences sociales se sont construites discursivement en France selon des oppositions de genre, d'avoir révélé la manière dont les femmes ont participé à la structuration du champ, enfin d'avoir élucidé certains des mécanismes qui ont contribué à leur absence de reconnaissance universitaire et scientifique.

NOTES

1. Juliette Rennes, *Le mérite et la nature. Une controverse républicaine : l'accès des femmes aux professions de prestige, 1880-1940*, Paris, Fayard, 2007.

2. Voir à ce sujet l'analyse que propose Joan Wallach Scott des contradictions internes des discours de féministes (dont Madeleine Pelletier) dans *La citoyenne paradoxale. Les féministes français et les droits de l'homme*, Paris, Albin Michel, 1998.

AUTEURS

REBECCA ROGERS

UMR 8070 Cerlis

Université Paris Descartes

Sorbonne Paris Cité